



LA QUATRIÈME

internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Pire qu'une défaite militaire

L'EFFONDREMENT DU CENTRE VIET-NAM

DANS CE NUMÉRO :

U.R.S.S. :

LE XXIII^{ème} Congrès

page 4

FRANCE :

Le mouvement communiste français :

le P.C.F. et les jeunes

le P.C.F. et les intellectuels

page 8

JOHNSON s'était déplacé en personne à Honolulu pour redorer le blason du « directoire » de Nguyen Cao Ky. On s'était entretenu du « développement économique et social du Sud-Vietnam », on avait parlé de convaincre la population... Un mois plus tard, de toute cette campagne publicitaire menée à grand fracas, il ne reste rien. Les événements du Centre Vietnam et de Saigon ont prouvé que le gouvernement fantoche ne bénéficiait pas de la moindre assise, même dans les régions qu'il est censé contrôler.

En fait de mesures économiques et sociales, la « lutte contre la corruption » s'est bornée à l'exécution d'un

commerçant chinois pour « trafic illégitime et corruption de fonctionnaires », et celle d'un haut fonctionnaire vietnamien, Dang Cao Sach, accusé d'avoir détourné sept millions de piastres. De telles exécutions apparaissent tragiques sous un régime qui ne vit que des profits de guerre, de la pluie de dollars et de la corruption.

De semblables mascarades ne font surtout illusion à personne, quant à la solidité du prétendu pouvoir sud-vietnamien.

Il a suffi du renvoi du général Thi du « gouvernement » pour provoquer une grave crise politique au Centre Vietnam, crise dont les répercussions se sont faites sentir jusqu'à Saigon.

La grève générale décrétée à Da-Nang, où se trouve l'une des plus grosses bases U.S., a été suivie à 100 %, y compris par le personnel vietnamien de la base. Les meetings et les manifestations de Da-Nang et de Hué ont dénoncé la présence américaine, exigé une constitution et l'élection d'un parlement.

Il n'est pas improbable maintenant que le « gouvernement » de Ky soit obligé de démissionner. Les grands mouvements de masse à Hué et Dalat font penser au ressurgissement de la lutte dans les villes, en Algérie, dans le « quart d'heure » qui imposa l'indépendance. En fait, les Américains perdent là une grande bataille.

Le « directoire » a dû, pour tenter de stabiliser la situation, annoncer la convocation d'une constituante et la pro-

mulgation prochaine d'une constitution soumise au référendum populaire.

En fait, la seule « solution » qu'il envisage à l'heure actuelle c'est l'arrivée de nouvelles troupes américaines que réclament partout les chefs militaires yankees et sud-vietnamiens.

Le 14 mars a été ouverte la dixième base américaine au Vietnam. D'autres sont en construction. Les opérations de « ratissage » s'intensifient, causant de part et d'autre des pertes de plus en plus lourdes.

Le nombre des Américains tués dans cette « guerre d'usure » se chiffre par milliers, sans que des résultats substantiels soient obtenus. Pour les chefs du Pentagone, on « s'enlise », et il faut intensifier le bombardement du Nord et entamer l'escalade en Chine. Les avions américains se sont approchés à trente kilomètres de la frontière chinoise, ils ont reçu le « droit de poursuite » (sur le territoire d'un pays indépendant ! !) au-dessus de Hanoi et de Haiphong. On envisage sérieusement le minage du port et le bombardement des réservoirs d'essence... plus tard celui des barrages.

Quant à l'offensive sur la Chine, la situation n'a jamais été si propice ; au moment où l'U.R.S.S. coupe les ponts de manière de plus en plus nette, le Pentagone peut espérer qu'il n'y aura pas de réponse automatique, au bombardement des centres nucléaires chinois. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, une

DICK LEMAIRE

(Suite page 5)

CERCLE KARL MARX

Le 29 avril 1966, à la Mutualité :

EMILE R. BRAUNDE :

L'AFRIQUE EN PROIE AUX COUPS D'ETAT

Attention : la séance prévue pour le 15 avril est reportée au mois de mai

UNE SEULE POSITION OUVRIÈRE SUR L'AFFAIRE DE L'O.T.A.N. :

A BAS L'ALLIANCE ATLANTIQUE !

QUELLES que soient les raisons qui ont déterminé de Gaulle à précipiter la sortie de la France de l'O.T.A.N. — nouveau coup de poker dans les négociations européennes ; tentative de création d'une situation irréversible engageant ses successeurs au-delà de son propre retrait du pouvoir ; simple moyen de consolider sa majorité pour les élections législatives ; ou même combinaison de tout cela dans la stratégie d'un homme outragé que la France qu'il incarne ne soit qu'une puissance impérialiste secondaire — ces raisons n'ont rien à voir avec celles qui déterminent notre hostilité à l'O.T.A.N.

Les fins poursuivies au travers de cette mesure ne visent pas à briser l'Alliance des impérialistes mais à lui donner un autre contenu, « politiquement égalitaire » — au moins entre les U.S.A. et la France — en dépit du rapport des forces réel, et surtout économiques. Cette opération a-t-elle quelque chance de réussir ? Aucune ! car elle méconnaît toutes les lois de l'histoire. Cependant, le fait qu'elle ne puisse aboutir à faire triompher les vues gaullistes ne signifie pas qu'elle ne sabote pas objectivement la stratégie atlantique. Et c'est à cet égard que l'attitude de l'opposition paraît étrange et les arguments par lesquels elle tente de l'étayer, incohérents.

L'O.T.A.N. étant dominée par l'état-major le plus belliciste du monde — ce qui n'est pas à démontrer puisque cela se constate — l'hostilité de la « gauche » à son égard devrait être absolue, et d'autant plus que, si ses caractères agressifs en cas de « subversion sociale » ne peuvent faire aucun doute (ce sont les mêmes têtes qui la dirigent au niveau le plus élevé qui ont conçu l'intervention à Saint-Domingue et l'escalade au Vietnam), ses caractères défensifs sont aléatoires, conditionnels et, à tout pren-

dre, dérisoires, raisons pour lesquelles des stratèges des plus réactionnaires sont gaullistes en la matière par souci d'une « dissuasion » plus radicale.

Ce dernier aspect du problème sert d'argument à la « gauche atlantique » qui considère comme allant de soi qu'il faille choisir entre, d'une part intégration atlantique, couverture atomique de superbombes américaines et stratégie graduée, et d'autre part for ces nationales, couvertures de bombinettes gaullistes et stratégie de riposte absolue (1).

Démontrer que ce choix s'impose supposerait d'abord que l'on a démontré la nécessité d'une défense atomique pour un pays comme la France. En fait, cette démonstration est impossible, car la France n'est pas menacée d'invasion. L'Ennemi — celui des manœuvres en campagne — « les Rouges » — n'est qu'un mythe social passablement éculé. La nature sociale de l'U.R.S.S. et ses problèmes intérieurs excluent un « expansionnisme soviétique ». Existerait-il, d'ailleurs, qu'il serait tenu en respect par l'équilibre mondial de la terreur, la dissuasion atomique ne dépendant plus des bases rapprochées depuis qu'existent les fusées intercontinentales et les sous-marins du type Polaris. Enfin la bombe thermonucléaire comme arme défensive est la plus sinistre farce jamais conçue. Les armes atomiques ne peuvent être autre chose que des moyens d'écrasement terroriste dans l'attaque ou les représailles — si celles-ci restent possible à l'attaqué. Paradoxalement, la défensive militaire d'un petit pays — donc vulnérable — et en retard dans la course aux armements atomiques, ne peut être trouvée que dans le recours aux armements classiques. En effet, l'agression atomique détruit l'objectif de l'offensive, suscite le risque de représailles disproportionnées au but poursuivi (sans parler de la réprobation universelle, qui n'est pas un simple élément moral sans consé-

quences) et elle ne risque d'être utilisée que par un agresseur qui craint d'être devancé dans l'attaque par une autre puissance atomique. Au contraire, un pays non armé atomiquement a toute chance de n'être attaqué qu'avec des armes classiques. L'expérience même du Vietnam, quoique dans les pires conditions, confirme ce pronostic.

Etant donné le coût de l'armement atomique, sa constitution par une puissance secondaire est un double non-sens puisqu'elle ne pourra en aucun cas s'élever au niveau de celui des grandes puissances et empêchera la constitution et le développement d'un armement classique moderne, sur le plan duquel l'égalité est d'autant plus accessible qu'elle n'est pas uniquement une affaire de technique militaire. Négativement, le Vietnam prouve aussi sur ce plan.

Le désarmement atomique unilatéral est donc une revendication qui ne présuppose même pas le pacifisme ou le défaitisme révolutionnaire. La compréhension de ces réalités stratégiques devrait permettre de parvenir à un front unique de toutes les forces se réclamant peu ou prou du socialisme, à la fois pour la dissolution de l'O.T.A.N. et pour l'abandon de la constitution d'un armement atomique national. Et, dans la situation présente, où de Gaulle peut démagogiquement compter sur son anti-atlantisme superficiel pour piper des voix de gauche au cours des futures élections législatives comme il l'a fait lors des présidentielles, la politique que nous préconisons se traduirait par une mise au défi, faite au pouvoir, d'aller jusqu'au bout de sa rupture de l'Alliance atlantique.

Après de Gaulle, et quelles que soient les conditions de cet « après », l'opposition ouvrière et socialiste serait dans les meilleures conditions pour ap-

(Suite page 7)

MICHEL LEQUENNE